

PRÉFET D'INDRE-ET-LOIRE

SOUS-PRÉFECTURE DE CHINON

COMMISSION DE SÉCURITÉ

DE L'ARRONDISSEMENT DE CHINON  
SECRÉTARIAT : D.D.S.I.S.  
LA HAUTE LIMOGÈRE - ROUTE DE SAINT-ROCH -  
BP 39  
37230 FONDETTES

TELEPHONE : 02-47-49-69-46  
TELECOPIE : 02-47-49-69-49

Service Prévention  
ED/PVE/D-2017-003217  
CSA 19

*Affaire suivie par :*  
Lieutenant SIMON Fabrice

LE SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE CHINON

à

Monsieur le Maire  
1 place du 14 juillet – BP 98

37130 – LANGEAIS

CHINON, LE **10 AOUT 2017**

**OBJET : SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE**  
**DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC**

**REFER** : Code de la construction et de l'habitation (articles L 123-1 à L 123-4, R 123-1 à R 123-55,  
R 152-6 et 152-7)  
Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié

**N° E.R.P.** : E-123-00015-000

**N° ARCHIVE** : 1175

**P. J.** : Procès-verbal

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, le procès-verbal établi le **mardi 23 mai 2017** par la commission d'arrondissement de Chinon contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, à l'occasion de la visite de l'établissement ci-après désigné :

**- Château**  
**place Pierre de Brosse - LANGEAIS**

La commission de sécurité n'émet qu'un avis.

En application des dispositions du code de la construction et de l'habitation, il vous appartient de notifier à l'exploitant cet avis et de lui faire connaître votre décision motivée relative à la poursuite de l'exploitation de son établissement.

Cette décision, sous forme d'arrêté municipal, précisera le cas échéant le délai de réalisation des prescriptions figurant au procès-verbal de visite ainsi que les modalités de contrôle de leur bonne exécution.

Samuel BESRET

Un exemplaire de l'arrêté doit être retourné :

- à M. le Sous-Préfet de CHINON, 1 rue Philippe de Commines – CS 10156 – 37501 CHINON CEDEX  
- au Secrétariat de la Commission de Sécurité, D.D.S.I.S., La Haute Limogère – Route de Saint Roch – BP 39 – 37230 FONDETTES.



PRÉFET D'INDRE-ET-LOIRE

COMMISSION DE SECURITE  
DE L'ARRONDISSEMENT DE CHINON

CHINON, LE MARDI 23 MAI 2017

SECRÉTARIAT : D.D.S.I.S.  
LA HAUTE LIMOUGÈRE - ROUTE DE SAINT-ROCH -  
37230 FONDETTES

TELEPHONE : 02-47-49-69-46  
TELECOPIE : 02-47-49-69-49

**PROCES-VERBAL DE REUNION  
DE LA COMMISSION DE SECURITE**

Service Prévention

ED/FS/PVE/D-2017-002245  
CSA27

Affaire suivie par :

Lieutenant SIMON Fabrice

**N° D'ORDRE : CHV17041**

**N° E.R.P. : E-123-00015-000**

**N° ARCHIVE : 1175**

**I - OBJET : VISITE PERIODIQUE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC**  
(Articles R 123-14 et R 123-48 du code de la construction et de l'habitation)

1-1 Visite effectuée le : **Mardi 23 mai 2017**

1-2 Etablissement : **Château de Langeais**

Adresse **place Pierre de Brosse  
LANGEAIS**

1-3 Destination, activité : **Musées, expositions culturelles**

1-4 Dernière visite effectuée le : 16/05/2012

Avis : Favorable

Décision : Maintien de l'ouverture

**II - REGLEMENTATION APPLICABLE**

2-1 Cet établissement est soumis aux dispositions du code de la construction et de l'habitation, articles R 123-1 à R 123-55 ainsi qu'au règlement de sécurité afférent approuvé par l'arrêté du 25 juin 1980 modifié.

2-2 Classement :

TYPE : Y

CATEGORIE : 4<sup>ème</sup> Effectif : 257 personnes

- 250 personnes au titre du public ;
- 7 personnes au titre du personnel.

2-3 Dérogations au règlement de sécurité :

Cet établissement ne fait pas l'objet de dérogation au règlement de sécurité.

### III - ETAIENT PRESENTS

#### 3-1 Membres avec voix délibérative :

- Présidente : Mme FAUTOUS Hélène      - S.D.I.S. : Lieutenant SIMON Fabrice
- Municipalité : Mme LEITE SIMONIN Danièle

#### 3-2 Représentant(s) de l'établissement :

- Mme DURAND Sandrine, (Directrice de l'établissement).

#### 3-3 Autre(s) personne(s) :

- Mr LEITE Pascal, (Agent de service).

### IV - TRAVAUX DE LA COMMISSION

#### 4-1 Examen des rapports de vérifications techniques :

- Registre de sécurité : existant et renseigné

Nature de l'opération	Opérat. réalisée		Prestataire	Date de vérification ou d'entretien-maintenance numéro de rapports	Rapport ou justificatif présenté		Présence de remarques		Remarq. levées	
	oui	non			oui	non	oui	non	oui	non
Installations électriques y compris paratonnerres (EL19)	X		SOCOTEC	06/12/2016 N°962SA/16/4919	X		X		X	
Éclairage de sécurité (EC15)	X		SOCOTEC	06/12/2016 N°962SA/16/4919	X		X		X	
Installations élect. - protection des travailleurs (EL4)	X		SOCOTEC	06/12/2016 N°962SA/16/4919	X		X		X	
Installations de gaz (GZ30)	X		SOCOTEC	13/10/2016 Gaz supprimé à l'issue du rapport	X		X			
Installations fixes et mobiles (MS 73) (extincteurs)	X		ALP	13/10/2016 N°FA1610-2005	X			X		
Système de sécurité incendie (MS 73)	X		ALP	11/03/2015	X			X		
Système de sécurité incendie A et B (MS 73)		X	L'exploitant n'a pas connaissance que sont SSI avec détection dans les combles est un SSI de catégorie A							

- Formation du personnel : dernière formation réalisée en 2014 pour l'ensemble du personnel,
- Exercice d'évacuation : absence d'exercice,
- Mesure pour l'évacuation des personnes en situation de handicap : mesures formalisées.

#### 4-2 Contrôle des prescriptions anciennes :

- exécutées : 1 et 2.
- non exécutées : /

#### 4-3 Essais effectués :

- Essais réalisés sous coupure générale électrique :
  - o Éclairage de sécurité,
  - o Déclenchement d'alarme sur détection automatique d'incendie située à proximité du bureau de la directrice,
  - o Appel des sapeurs-pompiers.
- Essais réalisés en présence de tension électrique :
  - o Éclairage de sécurité,
  - o Ouverture de l'ensemble des issues de secours.

#### 4-4 Anomalies constatées lors des essais :

- L'alarme installée suite à la dernière visite ne permet pas une évacuation sûre et rapide du public, la **notice technique indique une utilisation en habitation** et non dans un établissement recevant du public.  
En cas de feu naissant dans une pièce non équipée de DAAF connecté, l'alarme ne peut être donnée.
- Dysfonctionnement d'un bloc autonome d'éclairage et de sécurité dans « la chambre des enfants ».

### **V – ANALYSE DES RISQUES DE L'ETABLISSEMENT**

#### 5-1 Risques d'apparition d'un incendie :

Aucun risque particulier constaté le jour de la visite.

#### 5-2 Risques d'aggravation d'un éventuel incendie :

Un éventuel incendie serait aggravé en raison des éléments suivants :

- Présence de stockage dans le cagibi « art sacré », local non isolé ;
- Présence de stockage dans le local archive, local non isolé.

#### 5-3 Risques de gêne à l'évacuation y compris pour les personnes en situation de handicap :

Des risques de gêne à l'évacuation sont accentués par :

- L'absence de moyen permettant d'entraîner l'évacuation dès que la naissance d'un incendie est perçue par le public.

#### 5-4 Risques de gêne à l'intervention des secours :

Aucun risque particulier constaté le jour de la visite.

## VI - AVIS DE LA COMMISSION

6-1 Vu l'analyse de risques réalisée par la commission, celle-ci émet un avis :

**FAVORABLE**

6-2 Dispositions administratives obligatoires pour le suivi du dossier :

- 1°) - Faire vérifier par des techniciens compétents ou agréés et selon les périodicités mentionnées dans le règlement de sécurité, l'ensemble des installations techniques (article R.123-43 du code de la construction et de l'habitation).
- 2°) - Tenir à jour le registre de sécurité, où seront notamment consignées les conclusions des vérifications techniques (article R.123-51 du code de la construction et de l'habitation).
- 3°) - Transmettre au secrétariat de la commission de sécurité, sous couvert du Maire de la commune, un dossier concernant les éventuels travaux, aménagements ou transformations envisagés même à titre temporaire (article L.111-8 du code de la construction et de l'habitation).

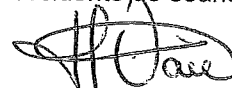
6-3 Conformément à l'article 40 du décret n° 95-260 modifié, la commission **propose** la réalisation des prescriptions techniques suivantes :

- 1°) - Compléter le dispositif de DAAF mis en place par un équipement d'alarme de type 4 (corne de brume, blocs autonomes d'alarme sonore...). Cette alarme doit être audible en tout point de l'établissement et être déclenchée dès le constat de la naissance d'un incendie afin d'assurer une évacuation rapide et en bon ordre du public (articles Y 21§1, MS 62§3 et MS 64).
- 2°) - Faire procéder à la vérification du système de sécurité de catégorie A (détection des combles). En cours d'exploitation, ces installations doivent être vérifiées au moins une fois par an et tous les trois ans par un organisme agréé (article MS 73§2).
- 3°) - Vider ou isoler la salle des archives et le local cagibi « art sacré », ces locaux sont considérés comme locaux à risques importants. Les planchers hauts et les parois verticales doivent avoir un degré coupe-feu deux heures et les dispositifs de communication avec les autres locaux doivent être coupe-feu de degré une heure, l'ouverture se faisant vers la sortie et les portes étant munies de ferme-portes (articles CO 28§1 et Y 8).
- 4°) - Réparer le bloc autonome d'éclairage et de sécurité dans la salle « chambre des enfants (article EC 13).

Avant la réalisation des travaux concernant les prescriptions n° 3, un dossier sera transmis à la commission de sécurité afin de recueillir son avis, il pourra comporter une demande de dérogation éventuelle. Pour déroger au règlement de sécurité, vous devrez dans un document, indiquer l'article du règlement de sécurité auquel vous souhaitez déroger, indiquer les motifs et proposer les dispositions compensatoires que vous proposez.

Nota : En application de la réglementation concernant l'accessibilité des personnes handicapées, les travaux doivent faire l'objet d'un examen par la commission compétente.

La Présidente de séance,



**Hélène FAUTOUS**